

N° 4951⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant onzième modification de l'annexe 1 de la loi
modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la
mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances
et préparations dangereuses**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(13.5.2003)

Par dépêche en date du 13 mai 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Au texte du projet était joint un exposé des motifs.

L'avis de la Chambre de commerce, celui de la Chambre de travail, celui de la Chambre des employés privés et celui de la Chambre d'agriculture tout comme celui de l'Inspection du travail et des mines furent transmis par dépêche du 5 août 2002.

L'avis de l'Administration de l'environnement fut transmis en date du 9 août 2002.

Par dépêche du 29 avril 2003, ont été transmis au Conseil d'Etat l'avis du Laboratoire national de santé, celui du Laboratoire d'hygiène du milieu et de surveillance biologique ainsi que celui de l'Inspection du travail et des mines.

*

La loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses prévoit en son article 4 que l'annexe, qui était jointe à la loi pour en faire partie intégrante, pourra être modifiée ou complétée par voie de règlement grand-ducal sur avis de l'Inspection du travail et des mines, du Laboratoire national de santé et de l'Administration de l'environnement.

La directive 2001/41/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 juin 2001 portant vingt et unième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, en ce qui concerne les substances classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction a été prise afin de renforcer la protection de la santé et la sécurité des consommateurs (3e considérant de la directive).

La directive ajoute deux substances cancérogènes de la catégorie 2 et une substance toxique pour la reproduction de la catégorie 2 aux substances figurant à l'appendice de l'annexe 1 de la loi.

Le 6e visa du préambule est à supprimer. En effet, l'article 4 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses ne prévoit pas l'obligation de soumettre le règlement grand-ducal sous avis à l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés.

Au dernier visa du préambule ainsi qu'à l'article 3, les références au ministre de la Justice sont à supprimer.

Le Conseil d'Etat tient encore à signaler que la phrase introductive de *l'article 1er* sera à libeller comme suit:

„**Art. 1er.** L'appendice de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses est modifié comme suit:“

Le Conseil d'Etat ne voit pas pour quels motifs le règlement devrait entrer en vigueur le „quatorzième jour“ suivant la date de publication au Mémorial. Dès lors il estime qu'il serait préférable de faire entrer le règlement grand-ducal en vigueur selon les règles de droit commun, de sorte que les dispositions sous revue seraient à omettre.

Article 3 (2 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 mai 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES